



Paris, le 23 MAI 2002

**DIRECTION DE LA JEUNESSE ET
DE L'ÉDUCATION POPULAIRE**

Sous-Direction des Politiques de Jeunesse

Bureau des centres de vacances et de loisirs
Affaire suivie par
Mme Nancy MARREC
Tél : 01-40-45-97-88
Fax : 01-40-45-92-92

LA MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

A

**MADAME ET MESSIEURS LES PREFETS
DE RÉGION**

*Directions régionales et départementales
de la jeunesse et des sports
Pour attribution*

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS
DE DÉPARTEMENT**

*Directions départementales de la jeunesse
et des sports
Pour attribution*

**MESSIEURS LES DIRECTEURS DES ÉCOLES ET
INSTITUTS NATIONAUX DE LA JEUNESSE ET
DES SPORTS**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEURS
DES CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE ET
DE SPORT**
Pour information

Instruction N° **02 - 094 JS**

OBJET : **Habilitation des fonctionnaires du ministère de la jeunesse et des sports chargés de constater les infractions aux dispositions du Code de l'action sociale et des familles relatives à l'accueil de mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs : conditions de mise en œuvre du décret n°2002-509 du 8 avril 2002 concernant les contrôles prévus par l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles.**

REF : - Article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles (loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel : article 13 complétant le code de l'action sociale et des familles - JORF du 18 juillet 2001) ;
- Décret n°2002-509 du 8 avril 2002 concernant les contrôles prévus par l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles (JORF du 13 avril 2002).
- Instruction n°01-170 JS du 12 septembre 2001 relative au régime juridique applicable aux accueils de mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs (centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement, placements de vacances) :

conséquences de la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel.

P.J. : Annexes :

- articles L.227-8 et L.227-9 du code de l'action sociale et des familles ;
- décret n°2002-509 du 8 avril 2002 concernant les contrôles prévus par l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles (*JORF du 13 avril 2002*).

Cette instruction vise à présenter le cadre général de la procédure d'habilitation et d'assermentation et à préciser ses modalités de mise en œuvre dans l'immédiat et à plus long terme.

I – Cadre général de la procédure d'habilitation et d'assermentation :

Le décret mentionné en objet est pris en application de l'article 13 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel. Il permet aux fonctionnaires le désirant d'être habilités puis assermentés pour rechercher et constater par procès-verbal les infractions mentionnées dans ce texte de loi, dans le cadre des accueils de mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, et notamment en centres de vacances, de loisirs sans hébergement et de placement de vacances.

Il prévoit un parallélisme des procédures applicables à la constatation, d'une part des infractions à la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives et, d'autre part, à celles des nouvelles dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'accueil de mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs (articles L.227-4 à L.227-12, introduits dans ce code par l'article 13 de la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel).

Les pouvoirs ainsi conférés aux agents concernés participent de la police judiciaire dans le sens où ils préparent la répression pénale de comportements délictueux susceptibles de faire l'objet de poursuites par le Parquet. **Ils confèrent aux procès-verbaux de constatation de délits rédigés par ces agents une force probante supérieure aux simples dénonciations effectuées par les agents dans le cadre général du 2^{ème} alinéa de l'article 40 du code de procédure pénale selon lequel « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. ».**

En effet, les procès-verbaux de constatation des délits énoncés au nouvel article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles, ou mentionnés à l'article 49-1 de la loi n°84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques sportives font foi jusqu'à preuve du contraire. Ceci implique pour la personne mise en cause, en cas de contestation des mentions du procès-verbal ainsi rédigé et dont elle aura pris connaissance, d'apporter la preuve que ce qu'elle conteste est juridiquement infondé ou matériellement impossible.

Cette procédure est notamment destinée à favoriser la répression pénale de faits présentant un caractère délictuel grave commis à l'encontre de mineurs par des personnes concourant à leur accueil à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs, ou pour lesquelles les précédentes mises en demeure qui leur ont été adressées sont restées sans effet.

Elle est indépendante des pouvoirs de police administrative dont sont dotés les préfets à l'égard de ceux qui concourent à l'accueil des mineurs (mesures d'interdiction ou de suspension d'exercice et d'exploitation des locaux accueillant ces mineurs : article L.227-10) et à l'encontre des structures elles-mêmes (opposition à l'organisation de l'accueil en cas d'absence de projet éducatif ou

de risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs concernés: article L.227-5, injonctions aux responsables d'accueil ou aux exploitants de locaux d'accueil, interruption de l'accueil et fermeture des locaux : art. L.227-10). De telles mesures peuvent en effet être prises, qu'il y ait ou non commission d'une infraction citée à l'article L.227-8, qu'il y ait ou non une procédure judiciaire engagée.

II – Champ de l'habilitation et de l'assermentation :

S'agissant des sanctions pénales mentionnées à l'article L.227-8, l'instruction n°01-170 JS du 12 septembre 2001 relative au régime juridique applicable aux accueils de mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs (centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement, placements de vacances) vous rappelle que ne sont applicables immédiatement que celles qui sont prévues en cas :

- ♦ d'opposition à l'exercice des fonctions des agents mentionnés à l'article L.227-9 ;
- ♦ d'exercice de fonctions à quelque titre que ce soit en vue de l'accueil des mineurs mentionnés à l'article L.227-4 ou d'exploitation de locaux accueillant ces mineurs malgré les incapacités prévues à l'article L.227-7 ;
- ♦ d'inexécution d'une décision préfectorale de suspension ou d'interdiction d'exercer quelque fonction que ce soit en vue de l'accueil des mêmes mineurs ou d'exploiter des locaux les accueillant ;
- ♦ d'inexécution d'une décision préfectorale d'opposition à l'organisation de l'accueil lorsque les conditions dans lesquelles il est envisagé présentent des risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs concernés ;
- ♦ d'inexécution d'une décision préfectorale tendant à interrompre, à mettre fin à l'accueil des mineurs ou à fermer le centre de vacances ou de loisirs lorsque le responsable de l'accueil des mineurs, ou l'exploitant des locaux les accueillant, n'a pas remédié aux situations qui ont fait l'objet de l'injonction mentionnée à l'article L.227-10.

Il conviendra cependant d'attendre la publication des textes d'application de la loi relatifs à la déclaration pour pouvoir constater l'infraction de défaut de déclaration.

Je rappelle qu'une personne habilitée et assermentée dans le cadre de la loi du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ne peut constater les infractions mentionnées au précédent paragraphe, si elle n'a été également spécialement habilitée et assermentée pour le faire.

De la même façon, l'habilitation qui sera conférée au titre de l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles et la procédure d'assermentation qui suivra ne permettra pas aux agents concernés de rechercher et de constater les infractions mentionnées dans la loi sur le sport et dans le dispositif législatif et réglementaire de lutte contre le dopage s'ils n'ont pas été préalablement habilités ou agréés et assermentés au titre de ces dispositions.

III – Procédure d'habilitation et d'assermentation :

L'habilitation au titre de l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles repose sur le principe du volontariat, ainsi qu'il a été indiqué dans les différentes instances consultatives réunies par l'administration centrale à l'occasion des travaux préparatoires à ce décret.

Les personnes qui ont suivi la formation mise en place par la direction des sports ces dernières années à la suite de la modification de la loi sur le sport, intervenue en 1992, qui a permis de doter les personnels concernés de pouvoirs de police judiciaire à l'effet de constater, par procès-verbal, les infractions à cette loi pourront, si elles le veulent, être habilitées dès à présent en vue de la

recherche et de la constatation des infractions mentionnées à l'article L.227-8 du code de l'action sociale et des familles.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir recenser, parmi les personnels en fonction dans votre service qui ont été habilités au titre de la loi sur le sport, ceux qui désirent l'être dans le cadre du dispositif de protection des mineurs prévu par la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel et de m'en faire parvenir la liste par retour de courrier, sous le présent timbre, afin que je prépare un premier arrêté nominatif et les courriers de notification de cet arrêté aux intéressés.

S'agissant des autres personnels désireux d'être habilités, une formation sera mise en place à cet effet portant spécifiquement sur la réglementation des centres de vacances, de loisirs et des placements de vacances. Ces personnels seront habilités par arrêté ministériel à la suite de cette formation.

Je vous rappelle que les arrêtés ministériels qui seront pris à partir de vos propositions ne prendront effet qu'après notification de la décision aux intéressés et après que le fonctionnaire habilité aura prêté serment devant le tribunal de grande instance de sa résidence de remplir avec honneur, conscience et probité les missions qui lui sont ainsi confiées. Il appartiendra donc aux agents concernés de se rapprocher du greffe du tribunal de grande instance de leur résidence administrative afin de pouvoir prêter serment selon les termes de la loi et du décret.

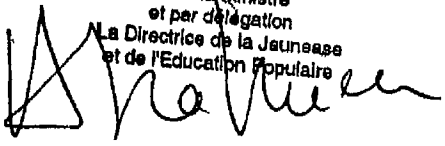
Ces formalités effectuées, l'habilitation et l'assermentation donneront compétence, comme précisé ci-dessus, pour rechercher et constater par procès-verbal les seules infractions mentionnées à l'article L.227-8 du code de l'action sociale et des familles.

IV – Suivi des dossiers engagés sur le plan judiciaire :

Sur le plan pratique, des formulaires de procès-verbal de déclaration et de procès-verbal de délit seront mis à la disposition des agents. Ces formulaires seront accompagnés :

- d'une lettre-type de transmission du dossier contentieux au parquet;
- d'une feuille de transmission du dossier au procureur de la République;
- d'un accusé de réception par le parquet du dossier contentieux qui lui aura été adressé par la direction départementale de la jeunesse et des sports;
- d'une feuille de décision du procureur de la République sur les suites réservées à l'affaire;
- d'un compte-rendu de la décision rendue par la juridiction de première instance et par la juridiction d'appel.

Je souhaitais vous apporter ces précisions afin de faciliter la mise en œuvre des dispositions existantes. Je vous demande de bien vouloir me signaler les éventuelles difficultés que vous rencontrerez dans l'application de la présente instruction.

Pour la Ministre
et par délégation
La Directrice de la Jeunesse
et de l'Éducation Populaire

Hélène MATHIEU

ANNEXE

Article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles :

La surveillance de l'accueil des mineurs mentionné à l'article L.227-4 est exercée par des agents placés sous l'autorité du ministre chargé de la jeunesse et des sports et du représentant de l'Etat dans le département.

Outre les officiers de police judiciaire agissant conformément aux dispositions du code de procédure pénale, les fonctionnaires du ministère chargé de la jeunesse et des sports habilités à cet effet par le ministre chargé de la jeunesse et des sports et assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat peuvent rechercher et constater par procès-verbal les infractions prévues à l'article L.227-8.

Pour l'exercice de leurs missions, les fonctionnaires mentionnés à l'alinéa précédent peuvent accéder aux locaux, lieux ou installations où se déroule cet accueil, à l'exclusion des domiciles et de la partie des locaux servant de domicile, demander la communication de tout document professionnel et en prendre copie, recueillir sur convocation ou sur place les renseignements et justifications.

Le procureur de la République est préalablement informé par les fonctionnaires mentionnés au premier alinéa des opérations envisagées en vue de la recherche des infractions.

Ceux-ci ne peuvent effectuer leur visite qu'entre 8 heures et 20 heures ou, en dehors de ces heures, sur appel provenant d'une personne se trouvant dans ces locaux, lieux ou installations, ou sur plainte ou réclamation. Dans ce cas, la visite est soumise à autorisation du président du tribunal de grande instance ou du magistrat délégué par lui, saisi sans forme par l'agent habilité.

Dans le cas où l'accès est refusé, la demande de visite précise les locaux, lieux ou installations concernés. Elle comporte tous les éléments de nature à justifier cet accès.

Le président du tribunal de grande instance ou le magistrat délégué par lui statue immédiatement par ordonnance. Celle-ci mentionne les locaux, lieux, installations, dont l'accès est autorisé, ainsi que le nom et la qualité de l'agent habilité à procéder à la visite.

La visite s'effectue sous le contrôle du président du tribunal de grande instance ou du magistrat délégué par lui qui l'a autorisée ; celui-ci peut se rendre sur place pendant l'intervention et, à tout moment, décider la suspension ou l'arrêt de la visite.

L'ordonnance est notifiée à la personne responsable des locaux, lieux et installations, soit sur place au moment de la visite contre récépissé, soit, en son absence, après la visite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'ordonnance susceptible d'appel est exécutoire à titre provisoire.

Les procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire et sont transmis au procureur de la République dans les cinq jours suivant leur établissement. Une copie en est également remise à l'intéressé.

Toute personne exerçant une fonction à quelque titre que ce soit dans l'accueil de mineurs mentionné à l'article L.227-4 ou exploitant des locaux les accueillant est tenue de fournir aux agents mentionnés au premier alinéa du présent article tous renseignements leur permettant d'apprécier les conditions matérielles et morales de fonctionnement de l'accueil. ».

« Art. L. 227-8. –

Est puni de six mois d'emprisonnement et de 3 750 Euro d'amende :

« 1o Le fait pour une personne de ne pas souscrire la déclaration préalable mentionnée à l'article L. 227-5 ;

« 2o Le fait d'apporter un changement aux conditions d'accueil des mineurs mentionné à l'article L. 227-4, sans avoir souscrit à cette déclaration ;

« 3o le fait de ne pas souscrire aux garanties d'assurance mentionnées à l'article L. 227-5

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 7 500 Euro d'amende le fait de s'opposer de quelque façon que ce soit à l'exercice des fonctions dont sont chargés les agents mentionnés à l'article L. 227-9.

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 Euro d'amende :

« 1o Le fait d'exercer des fonctions à quelque titre que ce soit en vue de l'accueil de mineurs mentionnés à l'article L. 227-4, ou d'exploiter les locaux accueillant ces mineurs malgré les incapacités prévues à l'article L. 227-7 ;

« 2o Le fait de ne pas exécuter les décisions préfectorales prévues aux articles L. 227-5, L. 227-10 et L. 227-11.

« Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

**Décret n°2002-509 du 8 avril 2002 concernant les contrôles
prévus à l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles**

NOR : MJSK0270060D

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et de la ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.227-8 et L.227-9 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du 19 novembre 2001;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décète:

Article 1er. - Les fonctionnaires du ministère chargé de la jeunesse et des sports mentionnés à l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles sont habilités par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports à constater et à rechercher les infractions prévues à l'article L.227-8 du même code.

Article 2. - La décision d'habilitation prend effet après que les fonctionnaires habilités ont prêté, devant le tribunal de grande instance de leur résidence, serment de remplir avec honneur, conscience et probité les missions qui leur sont confiées en application des dispositions de l'article L.227-9 susvisé.

Article 3. - Les fonctionnaires habilités et assermentés relatent dans des procès-verbaux les opérations d'enquête auxquelles ils ont procédé en application de l'article L.227-9 du code de l'action sociale et des familles. Les justifications éventuellement produites par l'intéressé sont jointes au procès-verbal.

Article 4. - La garde des sceaux, ministre de la justice, et la ministre de la jeunesse et des sports sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 avril 2002

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

La ministre de la jeunesse et des sports,

MARIE-GEORGE BUFFET

La garde des sceaux, ministre de la justice,
MARLYSE LEBRANCHU